

URBAN FARMING, QU'EN PENSENT-ILS ?



Luca Macchi, IMS

Comment les entreprises présentes sur les zones d'activités peuvent-elles contribuer au déploiement de jardins et serres urbains ?

« Le rapport sur la 3^e Révolution Industrielle indique que les jardins urbains et sub-urbains constituent un complément et une alternative positifs à l'agriculture rurale. Au-delà de la production, ils participent au bien-être des personnes en leur permettant d'apporter leur contribution à la communauté. Certaines entreprises l'ont bien compris. Au Luxembourg, des responsables RH se sont engagés sur cette voie. On trouve déjà des installations à Bettembourg à l'IFSB, à Bertrange chez AG2R La Mondiale ou encore à Oberpallen chez Pall Center. Cette mobilisation autour du Corporate Gardening a été précédée par une importante phase d'information et sensibilisation. Car mettre en place ce type d'installation peut être complexe et coûteux, compte tenu des mesures de sécurité existant sur les zones d'activité liées à certaines activités industrielles. D'où l'importance de la collaboration entre les entreprises situées dans une même zone, la commune, voir l'état, pour assurer l'aboutissement et la pérennité de tels projets. Les avantages sont nombreux : du point de vue environnemental : espaces urbains verts, amélioration de la qualité de l'air et réduction de l'effet d'îlot thermique urbain, atténuation des effets des eaux pluviales ; du point de vue social : sécurité alimentaire, loisirs, cohésion sociale, alimentation plus saine, réduction du stress et des burnouts ; du point de vue économique : génération de revenus, valeur immobilière ajoutée. Les possibilités de déploiement sont multiples et dépendent des objectifs, de l'envergure des investissements comme de l'espace dédié. Cela peut aller de la petite installation automatisée ou pas, dans des espaces intérieurs ou extérieurs, à portée de tous et favorisant la bonne atmosphère entre collègues à des installations plus grandes de type serre. Complètement dédiées à une production plus intensive, elles aident à mieux valoriser les ressources du bâtiment. Le potentiel est énorme, les toits des entreprises pourraient couvrir jusqu'à 20% des besoins en fruits et légumes feuilles du pays d'ici 10 à 15 ans ».



Emmanuel François, Smart Buildings Alliance for Smart Cities

Quelle place donner à la nature dans une ville intelligente ?

« Il faut replacer la nature dans la ville d'abord pour lutter contre le réchauffement climatique. Quand on sait que les températures devraient augmenter de près de 2 degrés dans les villes européennes d'ici 2050, il est impossible de ne pas anticiper. Les fermes urbaines ou les jardins en profondeur, c'est-à-dire dont les végétaux puisent directement dans la nappe phréatique avec leurs racines, créent une respiration avec le sous-sol et ramènent ainsi de l'air frais et de l'humidité dans les villes. Ils contribuent également à l'attraction d'un territoire. Ensuite, à l'ère du numérique, on peut imaginer fédérer des toitures pour y implanter des serres dont la production serait commercialisée en circuit court à travers une plateforme réunissant exploitants et consommateurs. Cela permettrait de remettre en place une économie de proximité qui pourrait se décliner à différents niveaux et aussi de créer du lien social. Toujours à l'échelle du quartier, il faut réfléchir à avoir un équilibre entre toitures végétalisées et toitures accueillant des panneaux photovoltaïques, mais aussi à installer des réserves d'eau qui serviraient, d'une part, à alimenter les toitures végétalisées et, d'autre part, à prévenir les risques d'inondation en cas d'orages ou de ►

fortes précipitations, qui seront de plus en plus fréquents avec le réchauffement climatique. Quoi qu'il en soit, cette thématique ne peut être considérée que dans une vision holistique intégrant les dimensions alimentaire, climatique, énergétique, environnementale et sociétale.»



Laurence Graff, Sodexo

En tant qu'acheteur, quel impact la production de fruits et légumes sur les toits des bâtiments peut-elle avoir pour vous ?

« Dans sa feuille de route du développement durable, le Better Tomorrow, Sodexo prend l'engagement " d'être un acheteur responsable et de fournir des services qui réduisent les émissions carbone ". C'est donc tout naturellement que nous soutenons les projets d'agriculture urbaine ! En tant que prestataires de services de restauration, nous pouvons ainsi garantir à nos convives une parfaite traçabilité des produits et une production de fruits et légumes sans produits chimiques. Enfin, acheter local et en circuit court nous permet de réduire fortement les émissions de carbone liées au transport. Pour permettre à des projets d'émerger, nous travaillons en étroite partenariat avec l'un de nos clients et nous nous engageons comme Gold sponsor du prochain évènement Living City 2019 dédié à l'*urban farming*. Au-delà de nos partenariats existants avec des agriculteurs locaux pour valoriser le terroir luxembourgeois, nous espérons qu'un jour peut-être, chacun de nos sites de restauration sera approvisionné par les légumes et des fruits cultivés directement sur les terrasses et les toits des bâtiments où il se trouve ! »



André Weidenhaupt, ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Comment la stratégie gouvernementale peut-elle être mise en œuvre à travers le déploiement de l'urban farming ?

« La stratégie du gouvernement en matière d'environnement, de climat et de développement durable vise trois grandes problématiques auxquelles l'*urban farming* peut donner une réponse. La 1^{re} est l'action climat. En captant le CO₂, la végétation aide à réduire les émissions de gaz à effet de serre et, en absorbant les flux d'eau importants, elle apporte également une solution aux conséquences du changement climatique. Le 2^e champ d'action du gouvernement est la biodiversité. Si on verdit les espaces urbains, on attire les oiseaux et les insectes pollinisateurs, et on augmente bien évidemment la biodiversité. Le 3^e est la réduction de la pollution atmosphérique à laquelle les fonctions écosystémiques des plantes contribuent largement. »



Norry Schneider et Delphine Hardy, CELL

De quelle manière les citoyens peuvent-ils être impliqués dans le déploiement de l'urban farming ? Et quel est le rôle des autorités locales ?

« L'*urban gardening* – une forme antécédente d'*urban farming* – renvoie à la démarche volontaire de se réapproprier le cycle de production des fruits et légumes, connaître leur provenance, produire et consommer localement. Il s'agit de partager des jardins pour les transformer, mettre ou remettre en culture, le plus souvent selon les principes de l'agriculture biologique ou de la permaculture. Ces espaces communautaires impliquent un échange avec et entre les habitants. Ils sont des lieux d'ouverture sur le quartier, d'exercice de solidarité et de citoyenneté. Les activités qui y sont organisées permettent de rompre l'isolement social, de créer des liens forts entre générations et cultures, et d'échanger les savoirs. Après des expériences aux États-Unis dans les années 70, les formes modernes d'action citoyenne en termes de jardinage en ville arrivent en Europe dans les années 90. Au Luxembourg, elles apparaissent en 2011-2012 à Junglinster, Esch-sur-Alzette et Luxembourg-ville et se répandent depuis dans tout le pays (www.eisegaart.lu). En parallèle, on observe depuis plusieurs années un dynamisme professionnel autour de l'*urban farming* avec les AMAP (associations pour le maintien de l'agriculture paysanne) et